

AFF/WWT - 972.39 Kae/de

Berne, le 7 avril 1992

N o t e     a u   d o s s i e rAdhésion aux institutions de Bretton Woods / Visite au  
Ministère polonais des finances

Le 6 avril 1992, une délégation de l'Administration fédérale des finances (Directeur Gygi, Vice-directeur Kaeser) et de l'OFAEE (Ministre Gerber), accompagnée par l'Ambassadeur Gaechter, s'est rendue au Ministère polonais des finances où elle a rencontré MM. Christophe Link, vice-directeur du Département des relations extérieures et André Chmiel, chef du bureau des organisations financières internationales. Le ministre André Olechowski est venu se joindre à la discussion en cours de réunion.

Le directeur Gygi a indiqué que le but de la visite était d'appeler l'attention des autorités monétaires polonaises sur le fait que nous aurions en Suisse le 17 mai une votation sur l'adhésion aux institutions de Bretton Woods. Si l'issue du scrutin était positive, nous entrerions immédiatement au FMI et à la Banque mondiale avec des quotes-parts élevées et nous chercherions des partenaires pour former un groupe de vote. Il n'était pas possible avant la votation d'entamer des négociations, mais il semblait utile de signaler assez tôt l'éventualité d'une adhésion de la Suisse aux institutions de Bretton Woods aux pays que cela paraissait susceptible d'intéresser. Outre la Pologne, la Slovénie, la Croatie et le cas échéant l'Albanie, nous avons l'intention de prendre contact avec diverses républiques membres de la CEI.

---

Distribution: CD, Dir. Gygi, Ministre Gerber, Délégation BWI



Il est intéressant de relever que, tout en étant de part et d'autre positives, les réactions des fonctionnaires responsables des relations internationales et celle du ministre n'ont pas été absolument concordantes.

## 1. Entretien avec les représentants de l'administration

### 1.1. *La formation d'un nouveau groupe de vote*

Link s'est montré visiblement satisfait de l'ouverture suisse. Parlant de façon tout à fait informelle de ce qui pourrait être un nouveau groupe de vote, il a manifesté une nette préférence pour un regroupement avec la Suisse des pays en transition, qui ont de multiples intérêts communs et qui devront attendre encore longtemps pour devenir membre de la Communauté. Sans les citer expressément, Link a fait allusion à la Hongrie et à la Tchécoslovaquie (pays qui appartiennent à des groupes différents). Il a en outre mentionné la Bielorussie et l'Ukraine et exclu les républiques asiatiques de la CEI (manque de communauté d'intérêts).

### 1.2. *Réaménagement du fonds de stabilisation*

Il a ensuite abordé la question d'un réaménagement du fonds de stabilisation pour la Pologne. Il a voulu savoir si l'on ne pourrait pas envisager d'en faciliter l'utilisation actuellement presque impossible et de transformer ce mécanisme en une aide de balance des paiements de type classique.

La réponse donnée par la délégation suisse a été que l'on était prêt à envisager un aménagement allant dans le sens des aides de balance de paiement accordées par le G-24 à divers pays en transition (allongement de la durée, assouplissement des conditions d'utilisation). La délégation a toutefois signalé qu'en tout état de cause l'utilisation des fonds devrait se faire dans le cadre d'un programme d'ajustement dûment surveillé par le FMI. La diversité des contributions fournies initialement

pour la constitution du fonds de stabilisation polonais pourrait par ailleurs rendre son réaménagement difficile.

### 1.3. *Situation politique et politique économique*

Link s'étant absenté momentanément pour aller chercher le ministre, la discussion s'est poursuivie avec Chmiel qui a fait état notamment de la très grande difficulté qu'il y avait à faire approuver le budget et le programme économique par un Parlement comptant 37 partis, dans un pays profondément déçu et frustré par les premiers résultats de la réforme économique. La création qui avait été envisagée d'un super-ministère couvrant l'ensemble des affaires économiques s'avère difficile pour la même raison. Le gouvernement est très faible. L'actuel ministre des finances, qui est un brillant technocrate, n'appartient à aucun parti politique. On nomme de nombreux vice-ministres pour satisfaire le plus de fractions possible.

## 2. Entretien avec le ministre

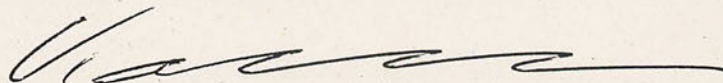
Le ministre, arrivé sur ces entrefaits, se déclare "actively interested" par la suggestion suisse. Il va réfléchir et procéder à des consultations internes durant les semaines qui viennent. Il faudra évidemment tenir compte du fait que la Pologne est actuellement intégrée dans un groupe dirigé par un pays membre de la CE. La politique européenne de la Suisse (volonté d'adhésion?) jouera un rôle dans les réflexions de Varsovie. En changeant de groupe, la Pologne voudrait évidemment améliorer sa position et obtenir la fonction de suppléant. Selon le ministre Olechowski plusieurs pays sont mécontents et frustrés dans leur groupe. Le ministre ne pense pas que la Suisse aurait intérêt à conduire un groupe comprenant plusieurs pays en transition. L'idéal serait probablement, semble-t-il, la Pologne et un autre pays industrialisé. En tout cas, il faudrait se limiter à l'Europe. Le Kazakhstan par exemple ne devrait pas entrer en ligne de compte.

Pendant les semaines qui vont s'écouler jusqu'aux réunions de printemps des institutions de Bretton Woods, nous allons réfléchir en gardant la chose pour nous, assure-t-il, et nous reprendrons cette discussion à Washington.

(Il sera particulièrement intéressant d'apprendre alors quelle est la position consolidée de la Pologne).

Si le résultat de la votation du 17 mai était favorable et qu'une solution helvético-polonaise s'esquissait, la Pologne nous aiderait à faire du lobbying pour élargir notre groupe.

Monnaie, Economie, Trésorerie



D. Kaeser